

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -**  
**TPSGC**  
**11 Laurier St., / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1/Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Québec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**  
**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Informatics Professional Services - EL  
Division/Services professionnels en informatique -  
division EL  
4C2, Place du Portage  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> INFORMATICS PROFESSIONAL SERVICES		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 24062-130039/A		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 24062-130039		<b>Date</b> 2013-04-30
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EL-619-25971		
<b>File No. - N° de dossier</b> 619el.24062-130039	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-05-14</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Perkins, Deborah		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 619el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-8656 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**La modification n° 2 apportée à la demande de propositions 24062-130039/A vise les questions et les réponses ci-dessous.**

### **Question n° 1**

À l'Appendice 1, Annexe D, Critères d'évaluation des ressources, à la section 3.4 - Chef de projet - Niveau 3 et 3.6 - Gestionnaire de projet - Niveau 2 et gestionnaire de projet - Niveau 3.

Sous R1, le Canada demande que chacune des ressources susmentionnées détiennent " une certification valide de spécialiste en gestion de projet (PMP) du Project Management Institute (PMI) ".

Une maîtrise en gestion de projet ou l'équivalent permettrait-elle d'obtenir le maximum de points? Le Canada a accepté une telle formation dans d'autres demandes de propositions pour des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches.

### **Réponse n° 1**

En ce qui concerne le chef de projet - Niveau III, nous demandons déjà qu'il possède la certification PMP et un diplôme d'études postsecondaires (ce qu'est la maîtrise).

Quant au gestionnaire de projet - Niveau II, nous ne ferons aucun changement. Nous n'accepterons que la certification PMP.

En ce qui concerne le gestionnaire de projet - Niveau III, l'ajout de " diplôme d'études postsecondaires " signifie " OU ". Voir le barème ci-dessous.

Le soumissionnaire doit démontrer que le gestionnaire de projet - Niveau III proposé est diplômé d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien reconnu\* ou qu'il détient une certification valide de spécialiste en gestion de projet du Project Management Institute (PMI).

\*Les titres de compétence étrangers doivent être vérifiés par un organisme d'évaluation des titres de compétences officiels, un établissement d'enseignement ou un organisme de réglementation canadien.

La copie du certificat doit être fournie avec la soumission. Dans le cas contraire, les points ne seront pas attribués.

Le nombre de points reste le même, soit 20.

### **Question n° 2**

Au point 3.7 Gestionnaire de projet - Niveau III, sous R1, il est indiqué ceci : " Le soumissionnaire doit démontrer que chaque gestionnaire de projet - Niveau II proposé détient ... " Ne devrait-on pas plutôt lire ceci : " Le soumissionnaire devrait démontrer que chaque gestionnaire de projet - Niveau III proposé... "?

### **Réponse n° 2**

Oui, ce devrait plutôt être " gestionnaire de projet - Niveau III ".

---

**Question n° 3**

Au point 3.3, Rédacteur technique - Niveau 2, sous R.3, il est indiqué ceci " Le soumissionnaire doit démontrer que le rédacteur technique - Niveau II proposé possède un diplôme ou un certificat en rédaction technique. " Le Canada accepte-t-il un diplôme en administration des affaires ou en technologie de l'information?

**Réponse n° 3**

Le Canada n'acceptera aucun autre diplôme.

**Question n° 4**

Projets équivalents - Dans bien des cas, pour obtenir le nombre maximal de points, cinq (5) projets d'une durée de 24 mois chacun doivent être présentés pour chaque ressource. Le Secrétariat du Conseil du Trésor accepte-t-il les équivalences dans le cas de ressources ayant travaillé à des contrats plus longs? Par exemple, un projet de 72 mois serait-il considéré comme équivalent à trois (3) projets de 24 mois chacun.

**Réponse n° 4**

Non. L'exigence demeure la même, soit cinq (5) projets d'une durée de 24 mois chacun.

**Question n° 5**

Voir la page 45, à la section 5.0 Besoins en personnel de l'énoncé des travaux. Pouvez-vous confirmer que jusqu'à 10 ressources peuvent être exigées sur la durée du contrat?

**Réponse n° 5**

C'est exact.

**Question n° 6**

Pouvez-vous confirmer qu'à la page 4, (g), on demande de proposer seulement sept (7) ressources, soit une pour chaque catégorie?

**Réponse n° 6**

C'est exact.

**Question n° 7**

Le Canada peut-il confirmer que les ressources proposées par le soumissionnaire doivent satisfaire à l'exigence de compétences linguistiques indiquée dans le tableau de la section 5.0 de l'Annexe A?

**Réponse n° 7**

Oui.

**Question n° 8****Annexe D - Section 2.0, Critère d'évaluation obligatoire M2**

Nous devons fournir un plan des ressources humaines et c'est sans doute des plus importants pour l'autorité technique. Ce type de critère obligatoire signifie qu'on respecte l'exigence ou qu'on ne la respecte pas. Autrement dit, l'autorité technique n'évalue même pas les documents pour en vérifier la pertinence. Par conséquent, nous vous proposons respectueusement l'amélioration suivante, que vous avez acceptée à la section 2.5 de la DP.

Ajouter un critère d'évaluation obligatoire à la section 4.0 de l'Annexe D qui permettrait au Secrétariat du Conseil du Trésor d'évaluer la pertinence du plan des ressources humaines du soumissionnaire, de manière à réduire le risque le plus important associé aux arrangements en matière d'approvisionnement pour des services professionnels de type et de portée similaires, soit la capacité du soumissionnaire à fournir et à gérer des ressources de valeur dans les délais impartis (cinq jours ouvrables) et en respectant les tarifs plafonds. En demandant aux soumissionnaires de fournir des références de clients chez qui ils ont déjà appliqué le plan des ressources humaines proposé, le Canada s'assure que le plan est solide et efficace.

**Réponse n° 8**

Non.

**Question n° 9****Annexe D - Section 1.4, Exigence obligatoire M1**

L'exigence obligatoire M1 est la suivante : " La ressource proposée doit posséder un minimum de cent vingt (120) mois d'expérience confirmée de la gestion simultanée d'au moins trois (3) projets de grande envergure\* dans le secteur de la gestion de l'information (GI) et de la technologie de l'information (TI). "

Cette exigence est très restrictive. En effet, une ressource proposée doit posséder un minimum de cent vingt (120) mois d'expérience de la gestion simultanée d'au moins trois (3) projets. Selon l'exigence obligatoire M2, il faut aussi démontrer que la ressource possède de l'expérience de la gestion de gestionnaires de projet. Par conséquent, l'État pourrait-il envisager de modifier l'exigence M1 en supprimant le mot " simultanée ". Le libellé de l'exigence serait donc le suivant : " La ressource proposée doit posséder un minimum de cent vingt (120) mois d'expérience confirmée à titre de chef de projet assurant la gestion d'au moins trois (3) projets de grande envergure\* dans le secteur de la gestion de l'information (GI) et de la technologie de l'information (TI). "

**Réponse n° 9**

Le Canada ne modifiera pas cette exigence obligatoire : le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée peut gérer plusieurs projets en même temps, pendant une période donnée.

**Question n° 10**

Dans la Partie 1, Section 1.2 (b), dans la Partie 4, Section 4.3 (ii) (C), de même que dans la Partie 1, Section 1.2 (b) de l'Annexe B, il est indiqué que le contrat est d'une durée de trois ans et qu'il est assorti de deux années d'option d'une année chacune. Dans l'Annexe B, on précise également que le contrat initial sera assorti de deux périodes d'option (les dates ne figurent pas le tableau). Toutefois, dans la Partie 4, Section (ii) (C), il est indiqué que le contrat est d'une durée d'un an et qu'il est assorti de trois périodes d'option. Veuillez confirmer la durée du contrat initial de même que le nombre et la durée de toute période d'option subséquente.

**Réponse n° 10**

Le contrat est d'une durée de trois (3) ans et il est assorti de deux (2) périodes d'option d'un an chacune.

**Question n° 11**

Voir l'Annexe A, section 5.0 et l'Annexe B. Dans l'Annexe B, la mention " nombre estimatif de jours " laisse entendre que toutes les catégories de personnel auront un nombre de jours de travail équivalent dans le cadre du présent contrat. Cependant, à la section 5.0 de l'Annexe A, le nombre de ressources n'est pas le même d'une catégorie à une autre. Le nombre de jours de travail estimatif attendu lors du contrat initial ne devrait-il pas refléter le nombre de ressources demandées par catégorie (c'est-à-dire que le nombre de jours de travail devrait être plus élevé pour les catégories pour lesquels il faut proposer plus de ressources)?

**Réponse n° 11**

Non. Le nombre de jours de travail estimatif reste le même. Le calcul est effectué en fonction de sept ressources et de ressources supplémentaires qui s'ajouteront au projet plus tard.

**Question n° 12**

Années d'expérience c. certifications

Section 3.0 Critères d'évaluation à cote numérique

L'État pourrait-il accepter des années d'expérience en remplacement des certificats, certifications ou diplômes demandés dans les trois catégories de personnel suivantes :

1. Analyste des systèmes de gestion - Niveau III. Au moins dix ans d'expérience au lieu d'une certification de l'International Institute of Business Analysis ou la certification Certified Business Analysis Professional.
2. Rédacteur technique - Niveau II. Au moins cinq ans d'expérience au lieu d'un certificat ou d'un diplôme en rédaction technique.
3. Gestionnaire de projet - Niveau II. Au moins cinq ans d'expérience au lieu d'une certification de spécialiste en gestion de projet.

**Réponse n° 12**

Non. Le critère ne sera pas modifié.

---

**Question n° 13**

Page 85, Section 3.3. Rédacteur technique, R3.

L'exigence de démontrer que le rédacteur technique proposé possède un certificat ou un diplôme en rédaction technique limite grandement le bassin de rédacteurs potentiels. Certains des meilleurs rédacteurs techniques que nous avons embauchés avaient fait des études en anglais, en journalisme et même en gestion de projet. Ce sont des personnes ayant des parcours scolaires variés qui se sont tournées vers la GI/TI. Elles possèdent de solides compétences en rédaction, grammaire et ponctuation. Elles peuvent rédiger divers types de texte, et connaissent les règles d'écriture de même que le traitement de texte et l'éthique. Ces compétences sont au cœur de toute forme de document technique. Les projets de GI/TI présentés dans leur curriculum vitae démontreront clairement qu'elles possèdent les compétences nécessaires et la capacité d'effectuer le travail conformément aux exigences obligatoires et cotées. Comme la plupart des rédacteurs techniques n'ont pas obtenu de certificat ou de diplôme en rédaction technique et qu'ils ont acquis leur expérience dans le cadre de projets de GI/TI (projets par ailleurs de plus en plus complexes), le Secrétariat du Conseil du Trésor pourrait-il envisager d'ajouter un diplôme en anglais, en journalisme ou en gestion de projet à l'exigence M3?

**Réponse n° 13**

L'exigence R3 est modifiée comme suit :

Le soumissionnaire doit démontrer que le rédacteur technique - Niveau II proposé possède un diplôme ou un certificat d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien reconnu\* en rédaction technique, en anglais ou en journalisme.

\*Les titres de compétence étrangers doivent être vérifiés par un organisme d'évaluation des titres de compétences officiels, un établissement d'enseignement ou un organisme de réglementation canadien.

La copie du certificat doit être fournie avec la soumission. Dans le cas contraire, les points ne seront pas attribués.